

## Discours de Göran Persson sur le rôle du Conseil (25 avril 2002)

**Légende:** Dans un discours du 25 avril 2002, le premier ministre suédois Göran Persson plaide pour la réforme du Conseil en insistant notamment sur l'importance des tâches de la présidence, du Conseil Affaires générales et du Conseil européen.

**Source:** Speech by Prime Minister Göran Persson at the seminar "The future of the European Union and the role of the Council". [ON-LINE]. [Stockholm]: Regeringskansliet-Government Offices of Sweden, [24.06.2005]. Available on <http://www.sweden.gov.se/sb/d/1159/a/4079>.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_goran\\_persson\\_sur\\_le\\_role\\_du\\_conseil\\_25\\_avril\\_2002-fr-4699e8a2-a3f9-4354-a99b-58b8fe2269e3.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_goran_persson_sur_le_role_du_conseil_25_avril_2002-fr-4699e8a2-a3f9-4354-a99b-58b8fe2269e3.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016



## Discours du Premier ministre Göran Persson au séminaire «L'avenir de l'Union européenne et le rôle du Conseil» (25 avril 2002)

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais remercier le Comité 2004 pour avoir organisé ce séminaire. Il fait partie d'un plan d'action impressionnant visant à stimuler le débat suédois sur l'avenir de l'Europe. Je vous souhaite une réussite totale dans cet important travail.

J'aimerais aussi saisir cette occasion pour féliciter M. Javier Solana qui a œuvré infatigablement au nom de l'Union européenne. Vous êtes venu à ce séminaire directement du Moyen Orient. Ces deux dernières années et demie, à cette haute responsabilité, vous avez, plus que quiconque, rendu l'Union européenne visible sur la scène mondiale. Nous vous en sommes tous reconnaissants.

Permettez-moi aussi de vous remercier, ainsi qu'Olof, pour vos très intéressantes contributions à ce séminaire qui, je le crois, concordent plutôt bien avec ce que je me prépare à dire.

\* \* \*

Pendant la première présidence suédoise de l'Union européenne, nous nous sommes efforcés d'assumer une direction impartiale, efficace et ouverte. Notre principale préoccupation a été de faire avancer l'ensemble de notre agenda commun.

Pour parvenir à ce résultat, certains facteurs nous ont paru d'une importance toute particulière.

Les priorités essentielles étaient clairement énoncées dans le programme de travail de la présidence. Nombre d'entre vous, je pense, se souviennent encore de nos trois «E». Nous nous sommes aussi efforcés de les communiquer très tôt, et ils ont été largement acceptés.

Aller jusqu'au bout sans les lâcher nous importait tout autant. Même si quelques problèmes inattendus ont jailli, comme celui de la fièvre aphteuse, ils ne nous ont pas contraint à changer de cap.

Je crois que nous avons surtout été capables de nous acquitter de notre tâche grâce à la «souplesse» de notre organisation.

Mon bureau a assumé, de fait, la responsabilité globale de la coordination – mais le fonctionnement quotidien a été dans une très large mesure délégué aux présidents des groupes de travail, au Comité des représentants permanents (Coreper), et au Conseil. Ces trois niveaux constituent une chaîne de commandement autour de laquelle le travail doit avancer, afin de garantir une direction efficace et cohérente de l'Union européenne.

\* \* \*

Pendant nos six mois à la présidence, nous avons aussi fait quelques expériences importantes pour l'avenir de la Suède en tant qu'État membre de l'Union.

Premièrement, savoir ce que l'on veut.

Si nous voulons parvenir à des résultats dans l'Union, il est important de disposer d'un programme de travail cohérent, qui dote notre propre politique vis-à-vis d'elle de priorités claires. Le gouvernement a présenté un tel programme de travail national pour la première fois en février. Il sera renouvelé tous les six mois, mais avec un horizon de planification plus lointain que cela. C'est un bon outil pour l'avenir.

Deuxièmement, bâtir des réseaux.

Pour accroître notre influence dans l'Union européenne, il faut travailler en réseau avec d'autres États membres – avec les nouveaux membres comme avec les anciens, avec les petits États comme avec les grands. Nous avons récemment fait un pas dans cette direction avec les rencontres des premiers ministres des trois États membres nordiques, avant chaque réunion du Conseil de l'Union européenne.

Troisièmement, s'investir rapidement.

Il faut pouvoir peser sur la préparation des nouvelles propositions et influencer plus tôt sur la mise en forme des décisions. Nous avons besoin de fixer nos buts de façon plus précoce et de procéder à un travail de réseaux plus large avec la Commission, le secrétariat du Conseil et le Parlement européen.

Quatrièmement, ouverture et transparence.

L'Union doit davantage rendre compte de ses actes, être mieux comprise et plus légitime. La présidence suédoise a été une présidence ouverte et l'accès du public aux documents de l'Union a fait un bond de géant pendant cette période. Nous voyons maintenant un grand mouvement d'opinion publique dans la bonne direction, dans la plupart des États membres.

Cinquièmement, l'Union européenne peut jouer un rôle sur la scène internationale.

L'Union est le plus gros donateur d'aide internationale. Élargie, elle sera de loin le plus gros marché du monde et fera jeu égal avec les États-Unis en tant que facteur essentiel du commerce international. Notre capacité européenne de gestion des crises sera bientôt opérationnelle. Nous avons d'ores et déjà une politique commune pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. L'Union doit faire connaître ses vues à ceux qui les lui réclament!

Pendant la présidence suédoise, nous sommes parvenus à rester unis sur toutes les questions de politique étrangère, y compris sur le Moyen Orient. Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne a fait une déclaration commune sur l'Irak au Conseil de Sécurité des Nations unies. Nous avons rencontré les dirigeants de la Corée du Nord et de la Corée du Sud pour soutenir la démarche de réconciliation dans la péninsule coréenne. Et s'agissant de la partie occidentale des Balkans, tout le monde aujourd'hui, notamment les États-Unis et la Russie, accorde à l'Union européenne un rôle dirigeant, ce qui aurait été à peu près impensable ne serait-ce que deux ou trois ans plus tôt.

Ces évolutions positives ont été rendues possibles, dans une large mesure, par les nouveaux instruments dont nous disposons. Le plus important de ces «instruments» est probablement la personne assise à côté de moi, Javier Solana.

Mais nous avons peut-être besoin d'améliorer encore la façon dont nous menons notre politique étrangère et de sécurité commune.

Pour éviter d'être victimes des circonstances, les objectifs extérieurs de l'Union et de son organisation doivent être fixés de manière à encourager la formation de positions communes et un usage cohérent de tous les leviers de la politique extérieure de l'Union.

Toutes ces questions devraient être rassemblées sous un dénominateur commun. Il devrait exister un Conseil pour les relations extérieures européennes – dirigé par les ministres des affaires étrangères – qui engloberait le commerce, le développement, les migrations, la gestion des crises et les questions «classiques» de politique étrangère. Ce serait un outil important pour parvenir à ce que l'Union s'exprime d'une seule voix en matière extérieure.

Peut-être verrons-nous un jour le signe certain d'une politique étrangère et de sécurité commune à laquelle nous serons parvenus. Cela se produira si l'Union européenne parvient à occuper un siège permanent au

Conseil de Sécurité des Nations unies.

\* \* \*

Mesdames et Messieurs,

Le Conseil de l'Union européenne a assumé un rôle croissant en matière d'orientation stratégique des politiques de l'Union. Il s'agit là d'une évolution positive. Mais aujourd'hui, les sommets de l'Union européenne tendent à ne pas être suffisamment préparés et leurs ordres du jour sont surchargés. Une multitude de questions, vastes ou étroites, dont certaines n'ont même pas été annoncées clairement par avance, ralentissent notre capacité à agir. Les conclusions du Conseil de l'Union européenne sont de longs documents, rédigés dans une langue que même les experts ont du mal à comprendre.

L'une des raisons de cette situation est que les ministres des Affaires étrangères ont des difficultés à endosser leur rôle coordonnateur. Je ne dis pas cela pour les critiquer. Ils ont à faire face à une charge croissante d'affaires extérieures et il leur reste peu de temps pour faire le tri dans les questions non résolues des ministres spécialisés ou pour préparer les réunions du Conseil de l'Union européenne.

Nous devons modifier cela. La meilleure solution serait à mon avis de maintenir un Conseil des affaires générales faisant office d'organe de coordination au niveau du Conseil. Mais nous devons en faire un authentique Conseil des Affaires générales: un Conseil ayant la responsabilité du traitement de questions comportant plusieurs domaines politiques – et dont la préparation du Conseil de l'Union européenne serait l'une des tâches principales.

Chaque État membre devrait décider qui envoyer dans un tel Conseil: un vice-Premier ministre, un Premier ministre adjoint, un ministre des Affaires étrangères ou un ministre aux Affaires européennes. L'important est que chaque État membre soit représenté par une personne investie d'un mandat politique. Et que celle-ci dispose de pleins pouvoirs.

Le Conseil de l'Union européenne doit lui-même être pourvu de quelques règles internes – un «code de conduite» – qui lui soit propre. Les conclusions du Conseil de l'Union européenne doivent être plus concises et plus concentrées sur leur objet. Tony Blair et Gerhard Schröder ont suggéré que l'exigence de l'unanimité à tous sujets avant le Conseil de l'Union européenne devrait aussi être reconsidérée. Je suis disposé à me pencher sur cette idée également.

Que faisons-nous alors des six mois de la présidence tournante?

L'intérêt du système actuel est d'offrir un commandement et un contrôle clairs à tout instant au sein de l'Union européenne. La ligne émanant du Conseil descend jusqu'au niveau du groupe de travail en étant présidée par le même État membre. Il y a là un grand avantage, que toute réforme devrait s'efforcer de préserver. En outre, nous ne devrions pas sous-estimer l'effet stimulant positif d'une présidence sur une administration nationale. Cela a été très évident en ce qui nous concerne.

Mais il y a aussi certains inconvénients. Le gouvernement qui tient la présidence est parfois tenté de privilégier ses propres projets favoris au détriment des intérêts plus larges de l'Europe. Et lorsqu'il s'agit de représenter l'Union à l'extérieur, un problème particulier surgit: des pays hors de l'Union européenne se plaignent de devoir, tous les six mois, faire face à de nouveaux ensembles de priorités et à un nouveau personnel.

L'Union européenne a besoin de mettre en place un agenda à plus long terme. Il nous faut un programme de travail complet. Un programme de travail allant au-delà des présidences actuelles de six mois.

Certains argueront peut-être que nous avons déjà un tel programme pour les questions économiques, sociales et environnementales, avec le processus de Lisbonne. Le programme pluriannuel pour les demandeurs d'asile, l'immigration et la lutte contre le crime, mis sur pied au sommet de Tampere, en 1999, pourrait aussi

être évoqué. Mais cela ne suffit pas. C'est trop morcelé. Pour assurer une continuité, nous avons besoin d'un programme de travail qui couvre tous les domaines politiques et qui soit ajusté chaque année.

Un tel programme pourrait faire l'objet d'un travail conjoint dans un groupe des présidences entrantes avec la Commission, puis être approuvé par le Conseil de l'Union européenne. Il serait ensuite plus simple de faire se succéder différentes nationalités à la présidence des diverses émanations du Conseil. Peut-être pourrait-on laisser seulement le Conseil de l'Union européenne et le Conseil des Affaires générales aux mains du pays assumant la présidence.

J'ai, ainsi que mes collègues du gouvernement, apprécié d'assumer la présidence l'an dernier, mais je pense que nous devons être lucides sur le fait que la Suède aura probablement, au plus, une autre présidence de l'Union européenne sous cette forme. En ce qui me concerne personnellement, une future équipe présidentielle où, par exemple, les trois pays nordiques et les États baltes partageraient les responsabilités pendant une année à peu près, serait une hypothèse intéressante à discuter.

\* \* \*

Mesdames et Messieurs,

L'Union européenne est une force internationale plus puissante que jamais auparavant. Nous sommes une famille, avec des valeurs. Nous devons continuer de bâtir sur cette unité.

Les défis qui attendent l'Union sont multiples et demandent davantage de coopération en son sein, et une action plus cohérente.

L'Union sera plus large, et cela signifie qu'il faudra s'adapter. Mais s'adapter essentiellement sur la base de nos structures d'aujourd'hui.

Le Conseil de l'Union européenne est l'organe qui peut prendre les décisions larges et globales indispensables – et être tenu pour responsable par les citoyens. C'est le noyau de l'Union européenne.

La réforme indispensable du Conseil doit être guidée par la question consistant à déterminer ce que nous voulons réaliser. Nous devons être patients et consciencieux. Nous devons permettre un débat ouvert et large. Le séminaire d'aujourd'hui est une petite contribution à cette discussion.

Je vous remercie.